Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2017-548** **21/06/2017**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 15

Objet : Appel à candidature : 15 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Parcs nationaux de France :

- 1 poste de chargé de projet observatoire de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique (F/H) (agent contractuel – CDD) au Parc national des Cévennes à Florac (48).

- 1 poste de technicien « Bâtiments » (F/H) (titulaire de catégorie B) au Parc national de Port-Cros à Hyères (84).

- 1 poste de technicien « Maintenance des bâtiments - Sécurité » (F/H) (titulaire de catégorie B) au Parc national de Port-Cros à Hyères (84).

- 1 poste de technicien « Aménagement » (F/H) (titulaire de catégorie B+) au Parc national de Port-Cros à Hyères (84).

- 1 poste de coordinateur du projet ESPÈCE : « Études et Sauvegarde des Plantes En danger Critique d'Extinction » (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel – CDD) au Parc de La Réunion à la Plaine des Palmistes.

Agences nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) :

- 1 poste de chargé de projet base de données (F/H) (agent contractuel – CDD ou titulaire de catégorie A) à Maisons Alfort (94).

- 1 poste de technicien de laboratoire - Histologie (F/H) (agent contractuel – CDD ou titulaire de catégorie B) à Lyon (69).

- 1 poste de chargé de projet e toxicologie – Mission « tabac » (F/H) (agent contractuel – CDD) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de technicien en bactériologie de l'abeille (F/H) (agent contractuel – CDD) à Sophia Antipolis (06).

Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

- 1 poste d'adjoint administratif (F/H) (titulaire de catégorie C) à Nantes (44).

- 1 poste de chargé de communication (F/H) (titulaire de catégorie A) à Paris 17ème.

- 1 poste de chef de l'unité Ongulés Sauvages (F/H) (titulaire de catégorie A+ ou agent contractuel – CDI) localisation à définir.

- 1 poste de chef d'équipe expertise-gestion des Ongulés Sauvages (F/H) (titulaire de catégorie A/A+ ou contractuel – CDI) localisation à définir.

- 1 poste de chef d'équipe connaissance des Ongulés Sauvages (F/H) (titulaire de catégorie A/A+ ou contractuel – CDI) localisation à définir.

FranceAgriMer (FAM) :

1 poste de chef du service des systèmes d'information (F/H) (titulaire de catégorie A/A+) à Montreuil (93).

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Parc national des Cévennes

Appel à candidature
Chargé de projet observatoire de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique
Service Développement durable

Conditions

Poste ouvert à compter du 1er août 2017. Contrat à durée déterminée de 10 mois.

Le Parc national des Cévennes

Le Parc national des Cévennes couvre près de 2 700 km² avec un cœur protégé habité avoisinant les 950 km². Il est réparti sur 127 communes en Lozère, dans le Gard et aux confins de l'Ardèche, dont 110 sont des communes adhérentes à la charte du Parc. La diversité géologique, les contrastes climatiques et l'escarpement topographique ont fait de ce balcon du sud-est du Massif Central au-dessus de la Méditerranée un carrefour et un refuge pour toutes les formes de vie, du sauvage à l'humain, en étroite osmose. Le Parc national abrite une population de plus de 63 500 habitants dont environ 700 habitants permanents en cœur.

La force de l'identité culturelle, la grandeur des paysages culturels, et la diversité des formes de vie, héritées de 5 000 ans d'agropastoralisme, lui ont valu successivement un classement en Parc national protégeant l'héritage, en Réserve de biosphère combinant conservation et développement, et récemment en Bien du Patrimoine Mondial pour faire perdurer ses paysages agropastoraux évolutifs et vivants.

L'établissement public a élaboré avec les partenaires locaux et nationaux, au premier rang desquels les communes, une charte, approuvée par décret du 8 novembre 2013, qui va faire vivre ce triple classement dans un projet de territoire à 15 ans.

La chasse est une activité autorisée en cœur du Parc national des Cévennes et vise à assurer l'équilibre agro-sylvo cynégétique.

Les évolutions récentes des populations d'ongulés sauvages dans le Parc national des Cévennes (PNC) et les effets induits de ces populations sur les milieux agricoles et forestiers ont conduit les instances du PNC à étudier les modalités de mise en place d'un observatoire de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique sur l'ensemble du périmètre du Parc (cœur + aire optimale d'adhésion). Les services du PNC sont, en effet, de plus en plus fréquemment interpellés par les sylviculteurs et les agriculteurs qui se plaignent de l'impact de ces espèces sur les régénérations forestières, les prairies, les vergers. La charte du PNC, approuvée en 2013, prévoit dans son axe 8 consacrée à la chasse la mise en place d'un tel observatoire : « Mesure 8.1.2 : mettre en œuvre un observatoire partagé de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique ».

Positionnement du poste au sein de l'établissement

Outre la direction et le secrétariat général, l'établissement public est organisé autour de trois services : Connaissance et Veille du territoire / Développement durable / Accueil et sensibilisation.

Il est présent à Florac (siège) et sur 4 massifs : Aigoual / Causses-Gorges / Mont-Lozère / Vallées cévenoles.

Le poste de chargé de projet de l'observatoire de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique est à pourvoir au sein du service développe durable, en lien avec le chargé de mission Forêt et le technicien chasse.

Le poste est basé au siège de l'établissement, à **Florac Trois-Rivières**.

Le **service Développement durable** comprend trois pôles : Forêt / Agri-environnement / Architecture-Urbanisme-Paysage et rassemble 18 personnes dont 8 affectés à des massifs.

Il est chargé notamment de :

- la politique en matière d'eau,
- la politique en matière de chasse, de pêche et de cueillette,
- la politique agri-environnementale, notamment l'agropastoralisme (Pôle Agri-environnement),
- la politique forestière du parc (Pôle Forêt),
- la politique architecturale du parc (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage),
- la politique en matière d'urbanisme (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage),
- la politique de préservation des paysages (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage),
- les travaux relatifs au patrimoine immobilier du parc (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage),
- l'instruction et le suivi des demandes d'autorisation dans tous ces domaines.

Missions

L'observatoire de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique est un outil collectif d'appréciation de l'équilibre. Il implique la participation des acteurs concernés (chasseurs, agriculteurs et forestiers) afin de favoriser une approche globale. Il permet de mesurer et d'apprécier l'impact des ongulés sauvages sur des milieux préalablement identifiés dans le but d'éclairer et d'orienter les décisions de gestion des populations, notamment celles figurant dans le plan de gestion cynégétique du coeur. »

Cet observatoire devra permettre d'aider au pilotage de la gestion des populations de grand gibier (détermination des plans de chasse notamment) en apportant des informations par unité de gestion cynégétique selon 3 catégories d'indices :

- Indices d'évolution des populations (réalisation des plans de chasse, méthodes indiciaires de suivi de population)
- Indicateurs de performance des populations (poids des jeunes, longueur des dagues)
- Indices de pression sur le milieu (pression sur la flore, sur les régénérations forestières, sur les prairies…)

Le projet vise à finaliser la mise en œuvre d'un observatoire agro-sylvo-cynégétique sur le Parc national des Cévennes. Il s'intéressera plus particulièrement au volet consacré à la remontée d'informations concernant la pression des cervidés sur les régénérations forestières.

En lien avec les partenaires, le travail vise à :

- Finaliser les processus et les outils d'évaluation de la pression des cervidés sur la régénération forestière, en s'appuyant sur la proposition de scénario 3 de l'étude réalisée en 2012 par l'IRSTEA
    - **Définition d'une démarche d'enquête reproductible dans le temps, utilisable par les propriétaires forestiers, et permettant d'alerter sur un niveau de pression constaté sur les régénérations forestières, constat « à dire d'experts »**
    - Définition d'une méthodologie permettant de **passer du niveau d'alerte sur une parcelle à une évaluation du niveau d'équilibre sylvo-cynégétique sur une unité de gestion cynégétique plus pertinente** (changement d'échelle)
- Concevoir les outils numériques nécessaires au suivi de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique en lien avec la cellule systèmes d'information de l'EPPNC.

Poste placé sous l'autorité hiérarchique de la chef de service. Poste avec une forte composante de terrain et d'autonomie. De nombreux déplacements sont à prévoir.

Compétences recherchées

- Connaissances et expertise dans les domaines de la gestion forestière et de la gestion de la faune sauvage
- Connaissances et/ou expérience en suivi et évaluation, méthodes d'enquête et échantillonnage, et traitements de données
- Rigueur scientifique
- Pratique des logiciels de bureautique et de SIG (QGis ou autre)
- Bonne connaissance du monde forestier et/ou de la chasse
- Sensibilité à l'environnement et à la protection de la nature,
- Goût du contact, aisance relationnelle
- Autonomie

Statut, diplômes, expérience et niveau de formation souhaité

- 1ère expérience dans le domaine de la gestion sylvicole ou de gestion de la faune sauvage (étude de dynamique de populations)
- Ingénieur forestier ou agricole/agronome ou MASTER « Faune sauvage et environnement »
- Permis de conduire B

Modalités de dépôt des candidatures

Les candidats adresseront une lettre de motivation et un curriculum vitae **avant le 3 juillet 2017 au soir.**

- **par courriel avec accusé de réception à : carine.thomas@cevennes-parcnational.fr**
- ou, le cas échéant, par courrier à l'attention de Mme la Directrice,
  Parc national des Cévennes, 6 bis place du Palais 48400 FLORAC TROIS RIVIERES

Une première sélection des candidats se fera sur dossier.

La direction convoquera les candidats sélectionnés pour les auditionner **le 6 juillet 2017**.

Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée par courriel des suites données à cet appel à candidature.

Pour toute information complémentaire s'adresser à :

Mme Marie-Hélène GRAVIER, chef de service Développement durable,
04 66 49 53 69 – marie-helene.gravier@cevennes-parcnational.fr
ou
Sophie GIRAUD, chef du pôle forêt
04 66 49 53 28 – sophie.giraud@cevennes-parcnational.fr
ou
Maxime Redon, technicien chasse
04.66.49.53.37- maxime.redon@cevennes-parcnational.fr

Parc national de Port-Cros

Appel de candidatures

Poste susceptible d'être vacant

Le Parc national de Port-Cros recrute un technicien «**Bâtiments**»
par voie de position normale d'activité ou de détachement dans le corps des Techniciens supérieurs du développement durable du ministère chargé de l'environnement

pour son service
Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage

Fonctionnaire de catégorie B - filière technique
Poste susceptible d'être vacant
Lieu de travail : siège du Parc national de Port-Cros – Le Castel Sainte-Claire – 83400 Hyères

Présentation du Parc national :
Le Parc national de Port-Cros, créé par le décret n° 63-1235 du 14 décembre 1963, est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la transition écologique et solidaire. Il comprend environ 80 agents répartis sur 6 services opérationnels et un secrétariat général (installés au siège, à Hyères), 4 secteurs (Port-Cros, Porquerolles, Giens-Tombolo, Cap Lardier) ; il a également en gestion le Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles.
Le Parc national de Port-Cros dispose d'une longue expérience de la gestion des milieux insulaires littoraux et marins de Méditerranée.
Le périmètre d'action du Parc qui s'étendait sur les îles de Port-Cros et de Porquerolles ainsi qu'auprès d'espaces littoraux qui lui sont confiés en gestion, notamment par le Conservatoire du littoral et des collectivités territoriales, s'est accru dans le cadre des dispositions de la loi du 14 avril 2006 portant réforme des parcs nationaux. Ainsi, le Parc national de Port-Cros s'est doté d'une charte, approuvée par le décret n° 2015-1824 du 30 décembre 2015, dont l'aire optimale d'adhésion s'étend sur le territoire du littoral Varois compris entre les communes de La Garde, à l'ouest, et Ramatuelle, à l'est. Cette charte et ses six ambitions, rapprochent dans un même projet d'ensemble à moyen terme les politiques de protection du patrimoine naturel dans les cœurs et de développement local durable dans l'aire d'adhésion et dans l'aire maritime adjacente.
Au sein de l'établissement public, le service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage, a en charge notamment les travaux divers dans les milieux naturels terrestres ou maritimes et de gestion du patrimoine immobilier de l'Etat (bureaux, logements, lieux d'accueil du public).
L'agent sera affecté au sein de ce service afin de participer à la mise en œuvre des opérations de restructuration et de réhabilitation du patrimoine bâti sur les différents secteurs géographiques du Parc national de Port-Cros.

Principales missions :

L'agent sera placé sous l'autorité directe du responsable du service et travaillera en relation avec le technicien chargé de la maintenance des bâtiments- sécurité qui a pour mission la maintenance tous corps d'état et les contrôles et l'entretien en matière de mise en sécurité, et les agents des secteurs.

Le technicien bâtiments met en œuvre les opérations de réhabilitation des logements et de restructuration des locaux de travail des bâtiments du Parc national de Port-Cros, en prenant en compte les exigences du développement durable dont la transition énergétique :

- Définition du besoin et conduite d'opération
- Rédaction des dossiers de demande d'autorisation
- Maîtrise d'oeuvre des travaux et/ou travail en collaboration avec des maîtres d'oeuvre et bureaux d'études extérieurs
- Analyse technique des offres des marchés de maîtrise d'oeuvre et de travaux
- Rédaction des cahiers des charges techniques de maîtrise d'oeuvre et de travaux
- Suivi technique du marché
- Contrôle et suivi des travaux en lien avec les secteurs (Port-Cros, Porquerolles, cap Lardier)
- Echanges permanents avec les entreprises et les référents des secteurs (téléphoniques, par mails et courriers)
- Vérification des factures avant règlement
- Participation à la stratégie immobilière de l'établissement (en appui au Secrétariat général)
- Enregistrement des interventions, budget, classement et archivage de documents techniques

Les missions pourront évoluer selon les besoins du service et de l'établissement.

Qualifications requises :

- Expérience significative en conduite d'opération dans le domaine du bâtiment
- Connaissances générales du bâtiment
- Connaissances générales en développement durable
- Connaissance de l'administration et de la commande publique souhaitée
- Maîtrise des outils bureautiques
- Expérience souhaitable dans des fonctions similaires

Profil souhaité :

- **Technicien supérieur du développement durable, technicien supérieur du ministère chargé de l'agriculture, technicien territorial, ...**
- Méthode, rigueur, dynamisme
- Qualités rédactionnelles
- Esprit de synthèse et d'organisation
- Goût pour le travail en équipe
- Capacité d'adaptation (travail pluridisciplinaire)

Modalités pour candidater :

- Le dossier de candidature, comprenant obligatoirement (sous peine de non-instruction de la candidature) une lettre de motivation, un curriculum-vitae détaillé et le dernier

arrêté d'élévation d'échelon, et faisant apparaître les compétences et les expériences du candidat dans les domaines d'activités visés et ses motivations pour le poste à pourvoir, est à adresser à :

Monsieur le Directeur
Parc national de Port-Cros
181, allée du Castel Sainte-Claire - BP 70220
83406 HYERES Cedex

en précisant sur le courrier, en grosses lettres :
« Recrutement technicien bâtiments
Service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage »

Poste à pourvoir le :
1er mars 2018.

Date limite de dépôt des candidatures :
Vendredi 8 septembre 2017, le cachet de la poste faisant foi.

Modalités de sélection :
Une présélection des candidats se fera sur dossier.
Le choix définitif interviendra après une séance d'audition des candidats présélectionnés qui sera organisée entre le lundi 18 et le vendredi 29 septembre 2017.

Contacts :
Pour obtenir des compléments d'information sur ce poste, vous pouvez joindre :

- Mme Laurence BONNAMY, cheffe du service Aménagement
  Tél. : 04 94 12 82 23

- M. Patrice LARDÉ, Secrétaire général
  Tél. : 04 94 12 82 35

Parc national de Port-Cros

Appel de candidatures

Le Parc national de Port-Cros recrute un technicien
« **Maintenance des bâtiments -Sécurité** »
par voie de position normale d'activité ou de détachement dans le corps des Techniciens supérieurs du développement durable du ministère chargé de l'environnement

pour son service
Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage

Fonctionnaire de catégorie B - filière technique
Poste vacant
Lieu de travail : siège du Parc national de Port-Cros – Le Castel Sainte-Claire – 83400 Hyères

Présentation du Parc national :
Le Parc national de Port-Cros, créé par le décret n° 63-1235 du 14 décembre 1963, est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer. Il comprend environ 80 agents répartis sur 6 services opérationnels et un secrétariat général (installés au siège, à Hyères), 4 secteurs (Port-Cros, Porquerolles, Giens-Tombolo, Cap Lardier) ; il a également en gestion le Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles.
Le Parc national de Port-Cros dispose d'une longue expérience de la gestion des milieux insulaires littoraux et marins de Méditerranée.
Le périmètre d'action du Parc qui s'étendait sur les îles de Port-Cros et de Porquerolles ainsi qu'auprès d'espaces littoraux qui lui sont confiés en gestion, notamment par le Conservatoire du littoral et des collectivités territoriales, s'est accru dans le cadre des dispositions de la loi du 14 avril 2006 portant réforme des parcs nationaux. Ainsi, le Parc national de Port-Cros s'est doté d'une charte, approuvée par le décret n° 2015-1824 du 30 décembre 2015, dont l'aire optimale d'adhésion s'étend sur le territoire du littoral Varois compris entre les communes de La Garde, à l'ouest, et Ramatuelle, à l'est. Cette charte et ses six ambitions, rapprochent dans un même projet d'ensemble à moyen terme les politiques de protection du patrimoine naturel dans les cœurs et de développement local durable dans l'aire d'adhésion et dans l'aire maritime adjacente.
Au sein de l'établissement public, le service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage, a en charge notamment les travaux divers dans les milieux naturels terrestres ou maritimes et de gestion du patrimoine immobilier de l'Etat (bureaux, logements, lieux d'accueil du public).
L'agent sera affecté au sein de ce service afin de participer à la mise en œuvre des opérations d'entretien courant du patrimoine bâti sur les différents secteurs géographiques du Parc national de Port-Cros.

Principales missions :
L'agent sera placé sous l'autorité directe du responsable du service et travaillera en relation avec le technicien bâtiment et les agents des secteurs. Le technicien maintenance des

bâtiments – sécurité intervient à différents niveaux des opérations, notamment celles relevant de la maintenance courante tous corps d'état (électricité, plomberie, chauffage, maçonnerie, peinture, etc) et des opérations de sécurité (extincteurs, légionellose, contrôles techniques périodiques, inspections amiante plomb thermites, etc) et les travaux nécessaires de mise aux normes des bâtiments du Parc national de Port-Cros :

- Définition du besoin
- Rédaction des cahiers des charges techniques
- Rédaction des bons de commande
- Organisation et suivi des rendez-vous entre les entreprises et les secteurs (Port-Cros, Porquerolles, Cap Lardier, Conservatoire botanique)
- Echanges permanents entre les entreprises et les référents des secteurs (téléphoniques, par mails et courriers)
- Relance des entreprises pour l'obtention des devis, factures, rapports d'intervention… attendus
- Vérification des factures avant règlement
- Analyse technique des offres des marchés de sécurité, de maintenance et de travaux
- Mise en place de protocoles de maintenance préventive et de sécurité (carnets sanitaires, etc)
- Enregistrement des interventions, classement et archivage de documents techniques

Les missions pourront évoluer selon les besoins du service et de l'établissement.

Qualifications requises :

- Expérience significative dans le domaine de la maintenance du bâtiment, notamment en électricité
- Expérience significative dans le domaine de la sécurité du bâtiments
- Connaissance de l'administration et de la commande publique souhaitée
- Maîtrise des outils bureautiques
- Expérience souhaitable dans des fonctions similaires

Profil souhaité :

- **Technicien supérieur du développement durable, technicien supérieur du ministère chargé de l'agriculture, technicien territorial, ...**
- Méthode, rigueur, dynamisme
- Qualités rédactionnelles
- Esprit de synthèse et d'organisation
- Goût pour le travail en équipe
- Capacité d'adaptation (travail pluridisciplinaire)

Modalités pour candidater :

- Le dossier de candidature, comprenant obligatoirement (sous peine de non-instruction de la candidature) une lettre de motivation, un curriculum-vitae détaillé et le dernier arrêté d'élévation d'échelon, et faisant apparaître les compétences et les expériences du candidat dans les domaines d'activités visés et ses motivations pour le poste à pourvoir, est à adresser à :

Monsieur le Directeur
Parc national de Port-Cros
181, allée du Castel Sainte-Claire - BP 70220
83406 HYERES Cedex

en précisant sur le courrier, en grosses lettres :
« Recrutement technicien Maintenance des bâtiments - Sécurité
Service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage »

Poste à pourvoir le :
1er mars 2018.

Date limite de dépôt des candidatures :
Vendredi 8 septembre 2017, le cachet de la poste faisant foi.

Modalités de sélection :
Une présélection des candidats se fera sur dossier.
Le choix définitif interviendra après une séance d'audition des candidats présélectionnés qui sera organisée entre le lundi 18 et le vendredi 29 septembre 2017.

Contacts :
Pour obtenir des compléments d'information sur ce poste, vous pouvez joindre :

- Mme Laurence BONNAMY, cheffe du service Aménagement
  Tél. : 04 94 12 82 23

- M. Patrice LARDÉ, Secrétaire général
  Tél. : 04 94 12 82 35

Parc national de Port-Cros

Appel de candidatures

Le Parc national de Port-Cros recrute un technicien « **Aménagement** »
par voie de position normale d'activité ou de détachement dans le corps des Techniciens supérieurs du développement durable du ministère chargé de l'environnement

pour son service
Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage

Poste de catégorie B (grade B + ou solide expérience) - filière technique
Poste vacant
Lieu de travail : siège du Parc national de Port-Cros - Le Castel Sainte-Claire – 83400 Hyères

Présentation du Parc national :
Le Parc national de Port-Cros, créé par le décret n° 63-1235 du 14 décembre 1963, est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer. Il comprend environ 80 agents répartis sur 6 services opérationnels et un secrétariat général (installés au siège, à Hyères), 4 secteurs (Port-Cros, Porquerolles, Giens-Tombolo, Cap Lardier) ; il a également en gestion le Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles.
Le Parc national de Port-Cros dispose d'une longue expérience de la gestion des milieux insulaires littoraux et marins de Méditerranée.
Le périmètre d'action du Parc qui s'étendait sur les îles de Port-Cros et de Porquerolles ainsi qu'auprès d'espaces littoraux qui lui sont confiés en gestion, notamment par le Conservatoire du littoral et des collectivités territoriales, s'est accru dans le cadre des dispositions de la loi du 14 avril 2006 portant réforme des parcs nationaux. Ainsi, le Parc national de Port-Cros s'est doté d'une charte, approuvée par le décret n° 2015-1824 du 30 décembre 2015, dont l'aire optimale d'adhésion s'étend sur le territoire du littoral Varois compris entre les communes de La Garde, à l'ouest, et Ramatuelle, à l'est. Cette charte et ses six ambitions, rapprochent dans un même projet d'ensemble à moyen terme les politiques de protection du patrimoine naturel dans les cœurs et de développement local durable dans l'aire d'adhésion et dans l'aire maritime adjacente.
Au sein de l'établissement public, le service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage, a en charge notamment les travaux divers dans les milieux naturels terrestres ou maritimes et de gestion du patrimoine immobilier de l'Etat (bureaux, logements, lieux d'accueil du public).
L'agent sera affecté au sein de ce service afin de participer à la mise en œuvre des opérations d'urbanisme et d'aménagements et de génie civil terrestre et maritime sur le périmètre du Parc national de Port-Cros.

Principales missions :
L'agent sera placé sous l'autorité directe du responsable du service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage.

Il aura deux missions :
. une mission principale de conduite d'opérations en aménagement,
. une mission secondaire en appui au chef de service, en urbanisme et en aménagement du territoire.

Il s'agit d'un poste à forte connotation en développement durable et en environnement.

Mission principale de conduite de projets en aménagements terrestres et maritimes :
Il interviendra à différents niveaux des opérations d'aménagement et de génie civil, notamment :

- Définition du besoin d'aménagement et de génie civil (signalétique, travaux sur pistes, divers réseaux, ouvrages de divers types tels que ponts, passerelles, caniveaux, bassins, puits, études géotechniques, érosion, entretien des équipements maritimes, infrastructures maritimes, etc)
- Rédaction des cahiers des charges techniques
- Suivi administratif
- Suivi technique

Mission secondaire en appui au chef de service, en urbanisme et en aménagement du territoire :

- Analyse des documents de planification et propositions (SCOT/PLU)
- Accompagnement des partenaires extérieurs et des collectivités à l'intégration des politiques nationales dans le montage d'un projet
- Mise en œuvre des procédures réglementaires (avis, autorisations)
- Représentation du chef de service lors de réunions extérieures, en cas de besoin

Les missions pourront évoluer selon les besoins du service et de l'établissement.

Qualifications requises :

- Le candidat justifie de connaissances et d'une expérience significative dans le domaine de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et dans l'accompagnement de partenaires.
- Connaissance dans les domaines de travaux publics
- Expérience dans le domaine de la conduite de projet
- Connaissance de l'administration et de la commande publique souhaitée
- Maîtrise des outils bureautiques et des outils de conception graphique

Profil souhaité :

- **Technicien supérieur en chef du développement durable, chef technicien des services du ministère chargé de l'agriculture, technicien principal territorial...**
- Méthode, rigueur, dynamisme
- Qualités rédactionnelles et relationnelles
- Esprit de synthèse et d'organisation
- Goût pour le travail en équipe
- Sensibilité pour les questions environnementales

Modalités pour candidater :

- Le dossier de candidature, comprenant obligatoirement (sous peine de non-instruction de la candidature) une lettre de motivation, un curriculum-vitae détaillé et le dernier arrêté d'élévation d'échelon, et faisant apparaître les compétences et les expériences du

candidat dans les domaines d'activités visés et ses motivations pour le poste à pourvoir, est à adresser à :

Monsieur le Directeur
Parc national de Port-Cros
181, allée du Castel Sainte-Claire - BP 70220
83406 HYERES Cedex

en précisant sur le courrier, en grosses lettres :
« Recrutement technicien Urbanisme - Aménagement
Service Aménagement du territoire, Architecture, Urbanisme, Paysage »

Poste à pourvoir le :
1er mars 2018.

Date limite de dépôt des candidatures :
Vendredi 8 septembre 2017, le cachet de la poste faisant foi.

Modalités de sélection :
Une présélection des candidats se fera sur dossier.
Le choix définitif interviendra après une séance d'audition des candidats présélectionnés qui sera organisée entre le lundi 18 et le vendredi 29 septembre 2017.

Contacts :
Pour obtenir un complément d'information sur ce poste, vous pouvez joindre :

- Mme Laurence BONNAMY, Responsable du service Aménagement
  Tél. : 04 94 12 82 23

- M. Patrice LARDÉ, Secrétaire général
  Tél. : 04 94 12 82 35

Parc national de La Réunion

N° 68/2017

Coordinateur du projet ESPECE : « Études et Sauvegarde des Plantes En danger Critique d'Extinction »

Appel à candidatures internes et externes

Conditions d'accès

Poste de catégorie A ouvert aux personnels titulaires de la fonction publique d'État ou de la fonction publique territoriale (par voie de détachement sur contrat de 2 ans) ou aux contractuels (CDD de 2 ans) ayant une solide expérience dans la connaissance la gestion et la conservation de la flore et des habitats tropicaux.
La prise de poste est prévue au 1er septembre 2017.

Le territoire et les enjeux

Le Parc national de la Réunion a été créé le 5 mars 2007, à la suite de la loi du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, avec la volonté de préserver un environnement remarquable en prenant en compte les particularités locales. Le patrimoine naturel réunionnais se caractérise notamment par un volcanisme encore actif, un endémisme très important et une grande diversité d'habitats et de paysages. Le patrimoine naturel du Parc national y est particulièrement menacé, principalement par les espèces exotiques envahissantes.

Le parc national de La Réunion, comprend deux zones distinctes :

- Un cœur de parc (105 000 ha), composé en totalité de zones d'intérêt écologique faunistique et floristique, mais aussi de paysages naturels et culturels. Le cœur présente ainsi la particularité d'inclure « un cœur habité » (cirque de Mafate et Ilet des Salazes) non accessible par la route et abritant environ 750 habitants. Un schéma d'aménagement des « îlets » de ce cœur habité a été réalisé sous maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales. Le cœur de parc inclus également des secteurs de « cœurs cultivés » où des activités agricoles (maraîchage, pastoralisme) ou sylvicoles sont reconnues et autorisées ;
- Une aire ouverte à l'adhésion (88 000 ha) regroupant des territoires ruraux où vivent environ 160 000 habitants. L'établissement n'y dispose pas de pouvoir réglementaire mais a pour rôle d'accompagner un développement durable fondé sur la solidarité écologique avec le cœur. Cette aire regroupe les paysages naturels et ruraux des Hauts qui présentent un lien de solidarité écologique et sociale avec le cœur du parc.

Sur les 24 communes de l'île, 23 ont une partie classée et toutes sont concernées par l'aire ouverte à l'adhésion de 87.000 ha soit 35 % de la surface de la Réunion. Globalement la superficie maximale du parc national couvre donc 77 % de la superficie de l'île.

Le cœur du parc national et quelques sites contigus ont été inscrits le 1er août 2010 par l'UNESCO sur la Liste du patrimoine mondial, au titre des critères (vii) paysages et (x) biodiversité. L'établissement public du Parc national a été désigné gestionnaire de ce bien.

Dans le contexte de l'île qui connaît une pression démographique et urbaine forte, l'établissement public a un rôle de premier plan à jouer dans la préservation et la mise en valeur de cet ensemble unique marqué par la richesse de la biodiversité et des habitats naturels rares, mais aussi dans la mise en œuvre d'un développement durable des territoires ruraux de l'aire d'adhésion et du cœur habité. La Charte du parc national de La Réunion, approuvée par le décret n° 2014-049 du 21 janvier 2014, traduit cet objectif d'équilibre entre préservation et développement.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Pitons, cirques et remparts de l'île de la Réunion inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 2010

Parc national de La Réunion
258 rue de La République • 97431 Plaine des Palmistes
Tél. +262 (0) 262 90 11 35 • Fax : +262 (0) 262 90 11 39
www.reunion-parcnational.fr • contact@reunion-parcnational.fr

L'action de l'établissement est encadrée par cette Charte, bâtie autour de quatre enjeux majeurs, déclinés en objectifs et orientations. Une carte des vocations complète le projet de territoire, qui vaut aussi plan de gestion du Bien inscrit par l'UNESCO. Des modalités d'application de la réglementation du cœur précisent le volet réglementaire déjà en place à travers le décret de création du Parc national de La Réunion et les textes sur lesquels il se fonde.

Sur les 24 communes de l'île, 17 ont fait en 2014 le libre choix d'adhérer à la Charte. Des conventions d'application sont établies avec ces communes adhérentes, pour formaliser les axes de travail et les projets partagés pour une période triennale. Des démarches sont également engagées avec les 7 communes non adhérentes afin de les convaincre de l'intérêt de l'adhésion.

Outre ses missions de surveillance, d'accueil du public et d'outil de développement durable innovant, le Parc national est en charge de missions de connaissance et de conservation du patrimoine naturel et culturel. Dans une situation ayant conduit à une très grand fragilité du patrimoine naturel, le Parc national de relever plusieurs défis :

- améliorer les connaissances en matière de biodiversité ;
- suivre l'état de conservation de ce patrimoine biologique dans un contexte de changement global ;
- agir pour la maîtrise des espèces exotiques envahissantes ;
- engager des actions de restauration permettant de conserver au mieux le patrimoine naturel ;
- identifier les nouvelles pistes de financement qui seront nécessaires pour financer ces actions, au-delà des moyens propres de l'établissement.

Ces opérations ne prennent toute leur valeur que dans le cadre de collaboration avec les autres acteurs de la connaissance et de la conservation très actifs et efficaces sur son territoire.

Enfin, une attention spéciale devra être portée au processus de rattachement à l'agence française pour la biodiversité et aux réflexions en cours sur la création d'une agence régionale pour la biodiversité.

L'établissement participe au processus de mutualisation des services et des compétences, dans le cadre du rattachement à l'Agence française pour la biodiversité (AFB), crée au 1er janvier 2017 et qui intègre l'établissement public «Parcs nationaux de France» (PNF).

L'établissement public du Parc national de La Réunion

Le Parc national de la Réunion est un établissement public administratif dont le siège est installé sur la commune de la Plaine des Palmistes et placé sous la tutelle du ministère chargé de l'environnement. L'établissement emploie environ 90 personnes.

Comme pour les autres Parcs nationaux, l'établissement assure trois missions :

- connaître et protéger les patrimoines ;
- accompagner le territoire vers un développement durable ;
- accueillir et sensibiliser.

L'établissement public est composé d'un siège et de quatre représentations territoriales dites « secteurs », installés à la Plaine des Palmistes (secteur Est), Trois-Bassins (Secteur Ouest), la Petite-Ile (Secteur Sud) et Saint Denis (secteur Nord).

Le siège regroupe la direction, le secrétariat général et 3 services techniques :

- le Service communication et pédagogie (SCP) qui pilote les actions de communication ainsi que les actions d'éducation à l'environnement et de sensibilisation du public,
- le Service études et patrimoine (SEP), qui pilote la stratégie scientifique de connaissance et de conservation,
- le Service d'appui à l'aménagement et au développement durable (SAADD), qui pilote l'encadrement et l'accompagnement des activités en cœur de parc et en aire d'adhésion.

L'établissement est administré par un Conseil d'administration, composé de 88 représentants des différentes administrations concernées, des collectivités territoriales, des représentants des acteurs locaux et usagers ainsi que de personnalités qualifiées, et un représentant du personnel. Un Conseil scientifique et un Conseil économique, social et culturel entourent le Conseil d'administration et le Directeur.

Le contrat d'objectifs (COB) 2015-2017 de l'établissement public avec la tutelle s'articule autour de 6 six domaines d'activités, communs à l'ensemble des parcs nationaux :

1. produire et diffuser les connaissances sur le patrimoine des territoires classés en parc national ;
2. protéger et restaurer un patrimoine naturel, culturel et paysager exceptionnel ;
3. accompagner les acteurs du territoire dans une logique de développement durable ;
4. faire connaître le patrimoine et accueillir les visiteurs ;
5. piloter la politique des parcs nationaux ;
6. gérer l'établissement public.

Le projet « ESPECE » est né d'une volonté commune du Parc national, de la DEAL, des gestionnaires locaux (GCEIP, ONF, CdL ...), et des collectivités (Département de La Réunion et Région Réunion), de poursuivre à plus grande échelle (zones de l'île maîtrisées foncièrement et gérées) le projet RHUM : « Restauration d'Habitats Uniques au Monde : renforcement biologique de populations de plantes menacées dans le cœur du Parc national de La Réunion ». Ce premier projet, piloté par le CBNM avec l'appui du Parc national, de la DEAL et de l'ONF, s'était déroulé sur les terrains départemento-domaniaux. Il a permis de renforcer les populations de 13 espèces rares et menacées. Toutefois, plus d'une centaine d'espèce est considérée comme étant en danger critique d'extinction (d'après les critères IUCN) à La Réunion.

Ce nouveau projet vise à améliorer l'état de conservation des populations d'espèces végétales en danger d'extinction, en tenant compte des connaissances disponibles.

Nature de l'activité

Sous l'autorité hiérarchique du chef du Service Etudes et Patrimoines, et en liens fonctionnels étroits avec le Chargé de mission Flore et Habitat, le coordinateur de projet aura en charge, au sein de l'établissement public Parc national, la responsabilité de la mise en œuvre du projet ESPECE « Études et Sauvegarde des Plantes En danger Critique d'Extinction ».
Il s'agit en particulier de mettre en œuvre les quatre points principaux du projet :

1. rédiger un plan de conservation global pour les espèces les plus menacées et pour lesquelles les connaissances sont inexistantes ou insuffisantes, afin notamment d'initier des tests de multiplication ;
2. développer et/ou améliorer la maîtrise culturale des espèces indigènes les plus menacées d'extinction et intégrer ces espèces dans des arboretums *ex situ* ;
3. s'assurer de la survie des populations des plantes rares et menacées dont la maîtrise culturale est acquise : renforcer les populations si nécessaire et/ou compléter les arboretums répertoriés officiellement et développer de nouveaux arboretums sur des secteurs qui en sont dépourvus (aux fins de production d'écotypes nouveaux) ;
4. mettre en place un système de suivi précis des semenciers existants, ouvert et accessible aux différents gestionnaires (cette action vise à identifier clairement sur le terrain les individus rares et menacés, en évitant les doublons dans les bases de données).

Dans ce cadre, le coordinateur du projet

- est responsable de la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des actions inscrites au plan d'actions du projet « ESPECE » et en assure le suivi avec les partenaires, le Chargé de mission flore et les Conseillers écologie du Parc national ;
- contribue à animer les instances de suivi du projet (comité de pilotage, ...) ;
- assure la planification des actions et des dépenses dans le respect du Code des marchés publics (dont les règles de mise en concurrence) et des règles propres à l'établissement public Parc national ;
- prépare et engage les programmes, études, actions et interventions sur les plans administratif, financier et technique, en relation avec le chargé de mission flore et les Conseillers écologie, et en relation avec les Secrétariat général ;
- participe aux déplacements sur le terrain pour le suivi et la mise en œuvre du projet ;
- contribue à l'élaboration des outils de communication relatifs à la valorisation du projet en relation le Service communication et pédagogie, le Service études et patrimoine, les Conseillers écologie et les partenaires du projet ;

- coordonne et prépare avec l'aide du Service études et patrimoine et du Secrétariat Général, les documents permettant de justifier les actions réalisées et de solliciter les financements obtenus ;
- peut représenter l'établissement dans des réunions techniques relatives au projet.

Compétences requises :

Savoirs faire

- Expérience en gestion de projet ;
- Connaissances en écologie tropicale, en gestion conservatoire et écologie appliquée, garanties par un diplôme d'ingénieur ou équivalent (Master en gestion de projet…) ;
- Expérience outre-mer et connaissance de la langue anglaise ;
- Expérience dans les fonctions de suivi administratif, financier et technique de projets de ce type et plus particulièrement en gestion de financements européens (notamment FEDER), ;
- Connaissance de l'administration publique ;
- Connaissance des enjeux de conservation du patrimoine naturel réunionnais, des acteurs locaux et intérêt marqué pour les problématiques environnementales ;
- Qualité d'expression écrite et orale (notamment aisance rédactionnelle pour des rapports de synthèse) ;
- Capacité à vulgariser des connaissances techniques ;
- Forte capacité relationnelle, d'animation et de travail en équipe ;
- Compétence en cartographie (SIG) et très bonne maîtrise des outils courants de bureautique, de communication, et de ceux adaptés à la biologie (statistiques, bases de données…), notamment en open source ;
- Expérience souhaitée en protocole et analyse de données.

Qualités humaines et savoir-être

- Dynamisme, autonomie, sens de l'initiative ;
- Rigueur, méthode et capacité d'analyse ;
- Autonomie et capacité d'adaptation, goût pour le travail en équipe et l'animation de programmes multi-partenaires ;
- Bonne condition physique pour des déplacements pédestres sur le terrain du projet.

Permis de conduire B indispensable.

Localisation

La résidence administrative est localisée à La Plaine des Palmistes, Département de La Réunion.

Des déplacements fréquents sont à prévoir sur l'ensemble du territoire de La Réunion.

Modalités de dépôt de candidature

La candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) est à transmettre à :

- Monsieur le Directeur du Parc national de La Réunion, 258 rue de la République, 97431 La Plaine des Palmistes, Ile de La Réunion

  ou
- Par courriel, avec demande d'accusé de réception, à l'adresse suivante : contact-rh@reunion-parcnational.fr

La date de disponibilité du candidat doit être précisée.

Date limite de candidature : 30 juin 2017

Personnes à contacter pour informations :

- Responsable du Service études et patrimoine : benoit.lequette@reunion-parcnational.fr

Tel : 02 62 90 11 35 / Portable : 06 92 32 90 14

- *Responsable des Ressources Humaines* **:** sylvaine.latchimy@reunion-parcnational.fr

Date : 15/06/2017

Poste à pourvoir	**Chargé de projet base de données (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 2 ans**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés

La direction de l'évaluation des produits réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques et leurs adjuvants, les matières fertilisantes et supports de cultures (MFSC), substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

Missions / contexte

Dans le cadre de cette activité, la DEPR a développé un outil informatique. Cet outil de traçabilité et optimisation des processus (TOP) prend en charge la gestion des données liées à l'activité d'évaluation des risques et le suivi des dossiers pour ce qui concerne les produits phytopharmaceutiques et les MFSC. Il assure également la gestion et l'édition des décisions d'autorisations de mise sur le marché, le lien avec l'Agence comptable pour ce qui concerne les taxes associées aux dossiers, et alimente les informations transmises à la Direction de la Communication et du Dialogue avec la Société pour mise en ligne sur le site de l'Agence.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la direction du chef de projet chargé des systèmes d'information à la DEPR, le chargé de projet base de données aura pour mission principale l'analyse et le traitement des données utilisées dans les outils de pilotage puis restituées sur le site internet public E-PHY.
Il aura la responsabilité de garantir la qualité des données, ainsi que l'identification des besoins d'évolution des utilisateurs et le suivi des développements.

Activités

La gestion du système et l'exploitation des données recueillis consiste plus particulièrement à assurer les actions suivantes, sous l'encadrement du chef de projet chargé des systèmes d'information à la DEPR :

1/ Gestion du système d'information

- Participer à l'administration fonctionnelle de l'outil.
- Participer au suivi du projet en collaboration avec la Direction des systèmes de l'information.
- Contribuer à formaliser l'expression des besoins des utilisateurs (DEPR, DAMM, DGAPR) sur la base d'échanges avec ces derniers.
- Développer des outils d'optimisation et de normalisation de référentiels
- Définir des contrôles de cohérence et de qualité des données (rétrospectifs et prospectifs). Participer à leur mise en œuvre en collaboration avec la Direction des systèmes de l'information.
- Assister l'équipe projet dans les différents travaux liés au projet.

2/ Exploitation et mise à disposition des données

- Analyser les données pour notamment :
  - Identifier les corrections à mettre en œuvre
  - Définir les protocoles de correction des anomalies détectées
  - Exécuter les protocoles définis

Conditions particulières Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 scientifique, ayant de solides bases en informatique et structuration de données.
BAC + 3 minimum

Expériences similaires

- Une expérience significative dans la manipulation et le traitement en masse de données est requise
- Une expérience dans le domaine des produits phytopharmaceutiques serait un plus

Compétences

- Connaissance informatique des outils tels que les bases de données pour la gestion d'un grand volume d'information (Access, Macro Excel, etc.) Une connaissance en Business Object serait un plus
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Curiosité scientifique
- Facilité à travailler avec plusieurs équipes et auprès de scientifiques.
- Autonomie pour la gestion de projet, force de proposition
- Rigueur et esprit critique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 6 juillet 2017

Renseignements sur le poste : Patrick LEBOUCHER (patrick.leboucher@anses.fr ; 01 49 77 37 57)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-075 à :** recrutement@anses.fr

Date : 15/06/2017

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire - Histologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public 2 ans**
Localisation	**Lyon (69)**
Prise de fonction	**1er septembre 2017**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Anses Laboratoire de Lyon,
Unité « Maladies neurodégénératives

Missions / contexte

L'unité maladies neurodégénératives (MND) de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) de Lyon assure en tant que laboratoire national de référence le diagnostic et le typage des maladies à prions animales, incluant des expériences de transmission de ces maladies à des souris, qui représentent des activités expérimentales sur des agents infectieux zoonotiques dans un environnement confiné de niveau 3.

Parallèlement, l'unité MND étudie des maladies neurodégénératives humaines, plus particulièrement la maladie de Parkinson, une maladie fréquente dont les causes restent mal connues. Ainsi elle mène des travaux expérimentaux concernant l'impact des pesticides dans cette maladie, notamment sur l'agrégation de la protéine alpha-synucléine qui caractérise les lésions de cette maladie. Dans ce contexte, l'unité MND recherche un(e) technicien(ne) de laboratoire, présentant des compétences en histologie

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'unité, le technicien sera en charge de la réalisation et du développement des techniques d'analyse histologique dans les projets de recherche qui le nécessitent.
L'axe essentiel des travaux réalisés concernera la caractérisation des effets moléculaires de l'exposition à des pesticides dans des modèles de souris conventionnels ou transgéniques de la maladie de Parkinson, par les méthodes histopathologiques et immunohistochimiques.

Il/elle développera à la fois une autonomie importante dans la réalisation de ses travaux histologiques et d'étroites collaborations avec les chercheurs et techniciens utilisant des méthodes de biochimie ou/et biologie moléculaire pour ces mêmes travaux.
Il/elle apportera également un appui à l'organisation, au maintien et au développement des activités du plateau technique concerné, équipé d'automates d'inclusion et de coloration.

A ce titre, l'agent devra :

Activités

- Réceptionner, archiver et gérer des échantillons biologiques, en interaction avec la plateforme d'expérimentation animale,
- Effectuer l'inclusion en paraffine (automate), les mises en bloc et coupes au microtome des tissus, réaliser des techniques de coloration et d'immunohistochimie,
- Mettre au point et valider des nouvelles techniques selon les besoins,
- Réaliser la lecture au microscope, le cas échéant assistée d'analyse d'images pour les besoins de quantification,
- Mettre en forme des résultats auprès des scientifiques concernés et contribuer à leur publication,
- Appliquer les règles du système qualité et d'hygiène et sécurité,
- Gérer des stocks de consommables et réactifs et des déchets, s'assurer de la maintenance des équipements.

Conditions particulières

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+3, DUT, BTS, licence professionnelle dans le domaine de la biologie spécialité en histologie - Minimum bac

Expériences similaires

- Une expérience pratique solide dans l'utilisation des techniques histopathologiques et immunohistochimiques est indispensable.
- Une compétence en neuroanatomie des rongeurs ou une expérience dans le domaine des neurosciences sont des atouts importants.

Compétences

- Connaissances générales en histologie (morphologie des cellules, des tissus, des organes) et en microscopie (optique, à fluorescence, confocale …)
- Maîtrise des techniques d'histologie exigées (méthodes de fixation, inclusion, microtomie, préparation et stockage des lames, prétraitements, colorations, immunohistochimie, immunofluorescence, montage).
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, logiciels d'analyse d'image)
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Lecture de l'anglais scientifique
- Connaissance des règles d'hygiène et sécurité
- Autonomie, sens de l'organisation et de la planification, soin et rigueur
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 6 juillet 2017

Renseignements sur le poste : Thierry BARON, Chef d'Unité, thierry.baron@anses.fr, téléphone : 04 78 69 68 33

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-076 à :** recrutement@anses.fr

Date : 20/06/2017

Poste à pourvoir	**Chargé de projet en toxicologie – Mission "tabac" (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (24 mois)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER) -
Mission « tabac », rattachée au directeur DER
La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Missions / contexte

La mission « tabac » a été récemment confiée à l'Anses dans le cadre de l'application de la directive européenne 2014/40/UE. Cette directive et ses textes français de transposition réglementent les dispositions relatives à la fabrication, la présentation et la vente des produits du tabac et des produits connexes (cigarettes électroniques…). Il est fait notamment obligation aux fabricants et importateurs de ces produits de les déclarer préalablement à leur commercialisation sur le marché français. L'Anses a été désignée par le ministère chargé de la santé pour mettre en œuvre la réception des déclarations et notifications, le stockage, le traitement, l'analyse des informations communiquées par les déclarants et les vérifications des mesures d'émissions et des études transmises. Placée sous la responsabilité d'un préfigurateur qui aura vocation à la piloter, cette mission s'insère dans le contexte de l'évaluation des risques liés aux substances chimiques, aux produits de consommation et aux milieux aériens.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du responsable de la mission « tabac », le chargé de projet en toxicologie aura pour mission d'analyser les données et études transmises par les fabricants et importateurs de produits du tabac et produits connexes (cigarettes électroniques et flacons de recharge notamment). Cela concerne l'identification et l'évaluation des dangers des substances contenues dans ces produits (composition : ingrédients arômes, additifs) ou formées lors de leur consommation avec ou sans combustion (émissions). Plus précisément, il s'agira de conduire les activités suivantes :

Activités

- Analyser les données toxicologiques liées à ces substances (voie par inhalation) en se fondant sur les études transmises et sur les autres sources disponibles notamment à l'Anses (base des valeurs sanitaires de référence, expertises sur les substances, plans de surveillance et de contrôle, littérature scientifique…) ;
- Conduire l'évaluation des dangers de ces substances selon leurs effets toxiques, l'effet de dépendance qu'elles engendrent, leurs propriétés CMR, etc. ;
- Proposer une priorisation des substances à évaluer en expertise collective, à partir de critères élaborés lors de leur évaluation en interne ;
- Participer aux travaux d'évaluation des risques dans le cadre de saisines ou d'appuis scientifiques et techniques, en lien avec les autres unités de la DER (évaluation des substances chimiques, risques liés à l'air…) et les CES/GT qu'elles coordonnent ;
- Assurer une veille dans son domaine de compétences et apporter une expertise interne en matière de toxicologie règlementaire et de dangers liés aux substances contenues ou émises par les produits du tabac et produits connexes.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts* ;
- Un strict respect des règles de confidentialité est requis.

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Minimum BAC+3.
Souhaité : diplôme BAC+5 en sciences (biologie, chimie, santé environnementale, santé publique, pharmacie…) avec une spécialisation en toxicologie.

Expériences similaires

- Minimum 2 ans d'expérience dans l'évaluation règlementaire des substances chimiques (additifs alimentaires, médicaments, REACh, CLP, biocides, intrants du végétal…).

Compétences

- Toxicologie règlementaire et construction de valeurs sanitaires de référence ;
- Revue bibliographique ;
- Connaissance des règlements REACh et CLP ;
- Connaissance de l'évaluation des risques ;
- Maîtrise d'Excel et connaissance d'un logiciel statistique pour l'analyse de données multivariées ;
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe ;
- Capacités de synthèse et de communication écrite et orale ;
- Anglais scientifique (lu, écrit).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 juillet 2017

Renseignements sur le poste :
Benoît LABARBE (01 49 77 13 09, benoit.labarbe@anses.fr), préfigurateur de la mission

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-077 à :** recrutement@anses.fr

Date : 19/06/2017

Poste à pourvoir	**Technicien en bactériologie de l'abeille (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (36 mois)**
Localisation	**Sophia Antipolis (06)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de Sophia Antipolis / Unité de Pathologie de l'Abeille
Missions / contexte	L'Unité Pathologie de l'Abeille est Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LRUE) pour la santé des abeilles. Dans le cadre de ce mandat le laboratoire souhaite recruter un(e) technicien (ne) en bactériologie et biologie moléculaire. L'agent assurera la réalisation technique du programme de travail en bactériologie et participera au programme de travail en biologie moléculaire du LRUE. L'agent recruté sera intégré dans l'Unité de Pathologie de l'Abeille composée de 16 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du Chef d'Unité/ responsable du LRUE, et la supervision de la chargée de projet responsable de la thématique bactériologie, l'agent recruté contribuera à la réalisation technique du programme de travail du LRUE en bactériologie qui porte sur le développement, l'adaptation et la validation de méthodes de détection et d'identification des agents bactériens pathogènes de l'abeille. Il participera également au programme de recherche engagé en bactériologie. En outre, il apportera son appui à la gestion du réseau européen de laboratoires nationaux de référence (LNR) coordonné par le LRUE (gestion et diffusion des matériaux de référence, mise en place d'outils moléculaires utilisés en bactériologie, virologie et entomologie/parasitologie).

Activités

A ce titre, l'agent recruté sera en charge de :

- Réaliser la partie technique du programme de travail du LRUE en bactériologie ;
- Contribuer à l'adaptation et la validation de méthodes (ex : détection par PCR temps réel des bactéries *Paenibacillus larvae* et *Melissococcus plutonius*, sur différentes matrices) ;
- Effectuer la caractérisation moléculaire de souches de *P. larvae* et *M. plutonius* ;
- Réaliser l'étude d'isolats de loque européenne « atypique » ;
- Réaliser l'étude de la variabilité génétique de *P. larvae*
- Effectuer les essais en vue de l'implémentation de nouvelles techniques de détection et caractérisation d'agents pathogènes, en collaboration avec les plateformes techniques de l'Anses (Maldi-ToF, PCR digitale, ...).

Par ailleurs, il participera :

- à la production, la gestion et la diffusion des matériaux de référence de l'Unité au réseau de LNR européens et pays tiers: prise en charge des échanges avec les LNR, des documents nécessaires et de l'expédition des matériaux ;
- à la production de pathogènes in vivo sur abeilles et couvain ;
- à la rédaction des documents relatifs à l'adaptation et la validation de méthodes ;
- à l'isolement, la caractérisation et la conservation par lyophilisation de nouvelles souches de P. larvae et M. plutonius ;
- à l'entretien du parc de matériel scientifique ;
- à l'organisation des ressources communes en biologie moléculaire ;
- à l'organisation des essais inter-laboratoires (EIL, EILA) en bactériologie ;
- aux travaux de référence et de recherche de l'Unité, notamment sur l'adaptation de nouvelles techniques (ex : multi-pathogènes, automatisation des analyses).

Conditions particulières

Absence d'allergie aux piqûres d'abeille et d'appréhension à manipuler ces insectes

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BTS, DELAM ou DUT en biologie, biologie moléculaire, analyse biologiques souhaité
Minimum bac

Expériences similaires

- Une expérience en laboratoire en bactériologie (culture bactérienne, typage moléculaire, Maldi-ToF…) et en biologie moléculaire (PCR, RT-PCR, PCR temps réel…) est indispensable.
- Une première expérience au sein d'un laboratoire travaillant sous assurance qualité est souhaitée.

Compétences

- Compétences scientifiques et techniques en biologie moléculaire et bactériologie ;
- Aptitudes nécessaires au travail en laboratoire : rigueur scientifique, efficacité, autonomie, sens de l'organisation et de la planification, disponibilité ;
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe ;
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique souhaitée ;
- Aptitudes à la communication orale ;
- Capacité d'analyse et de synthèse ;
- Maitrise des outils de bureautique Microsoft ;
- Sensibilité à la politique d'assurance qualité et aux règles d'hygiène et de sécurité au laboratoire.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 juillet 2017

Renseignements sur le poste : Magali RIBIERE CHABERT, chef d'Unité Pathologie de l'Abeille (Tél : 04 92 94 37 26) ; Richard THIERY, Directeur du laboratoire de l'Anses Sophia Antipolis (Tél : 04 92 94 37 21)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-022bis à :** recrutement@anses.fr

ONCFS **15/06/2017**
Avis n° 17-47-DIR BPL

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, A POURVOIR A COMPTER du 1er Septembre 2017

A pourvoir par voie de mutation interne ou en position normale d'activité

Catégorie :	Catégorie C
Fonction :	Adjoint(e) administratif(ve) (F/H)
Affectation :	Délégation interrégionale Bretagne-Pays de la Loire – Cellule administrative
Résidence administrative :	Nantes (44) – Non logé

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

La Délégation Interrégionale (DiR) constitue une interlocutrice privilégiée des administrations territoriales.
Elle coordonne et pilote les services départementaux dans les domaines de la police de l'environnement et de la chasse, du développement et participe aux réseaux nationaux et patrimoniaux d'observation de la faune sauvage.
Elle est composée d'un Délégué régional et d'un Adjoint, d'une Cellule administrative, d'une Cellule technique, de 9 Services départementaux, de 3 Réserves pour un effectif total d'environ 112 agents.

La Délégation est située sur une implantation accueillant d'autres services de l'établissement (équipes de la Direction de la recherche et de l'expertise).
Le Délégué interrégional est le responsable de cette implantation « multiservices ».

Description de l'emploi

Rattaché à la Cellule administrative de la DIR, l'Adjoint(e) administratif(ve) exerce des missions intéressant l'ensemble de la Délégation (fonctions d'assistant(e) dans les domaines budgétaire et comptable auprès de la Responsable de la cellule administrative ou de secrétariat) mais également l'appui administratif du Service départemental (SD) de Loire Atlantique.
L'Adjoint(e) administratif(ve) est placé(e) sous l'autorité hiérarchique du Délégué Interrégional.

ACTIVITES PRINCIPALES

Préparation et suivi des dossiers administratifs, budgétaires et comptables de la DiR et du SD44

- Réceptionner, contrôler et exploiter les dossiers et pièces à traiter dans son secteur d'activité.
- Assurer le suivi d'opérations de gestion budgétaire et financière en lien avec la Direction des affaires financières, les autres services de la Délégation et les fournisseurs.
- Peut être amené(e) à réaliser des activités de saisie et de contrôle de données (bons de commande, service fait, facturation) sur le logiciel de gestion budgétaire et comptable de l'ONCFS.

Suivi de l'activité et des déplacements des agents de l'ONCFS

- Peut être amené(e) à instruire les dossiers relatifs aux activités et aux déplacements des agents de l'ONCFS (organisation des déplacements, suivi pratique et budgétaire, préparation des ordres de mission, etc…).

Secrétariat de la DiR et du Service Départemental 44

- Peut assurer l'accueil téléphonique et physique.
- Assurer le suivi du courrier.
- Assurer la rédaction de courriers, la mise en forme de documents.
- Participer à l'archivage et au classement des dossiers.
- Assurer la saisie informatique de données de suivi de l'activité ou budgétaires (consommation carburant, entretien des véhicules etc..).

Coordination d'activités

- Peut être amené (en suppléance) à participer à l'élaboration des conventions et contrats des personnels temporaires.

Suppléances en cas d'absence de la Responsable de la cellule administrative

CONDITIONS PARTICULIERES D'EXERCICE

Règles de confidentialité à respecter.

Profil attendu

Connaissances	Connaissance de la gestion budgétaire et comptable d'un établissement public à caractère administratif (EPA) Pratique d'un logiciel de gestion GBCP (Gestion budgétaire et comptable publique). Technique de communication avec le public. Techniques de secrétariat bureautique.
Savoir faire	Capacité à intégrer le vocabulaire professionnel, les procédures administratives et le fonctionnement de la DiR. Appliquer les procédures administratives de gestion, manier facilement les progiciels et outils bureautiques. Manier facilement les progiciels spécifiques à la gestion « GBCP » réservés aux établissements publics. Maîtriser les principaux outils bureautiques. Travailler en équipe et en réseau.
Savoir-être	Qualités relationnelles et assiduité. Réserve et discrétion professionnelle.

Diplômes et expérience

Une expérience similaire dans les domaines concernés par le présent poste sera appréciée.

Contacts et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste :

Christophe BAYOU, Délégué interrégional Bretagne-Pays de la Loire, par téléphone au 02.51.25.07.81 ou par courriel à christophe.bayou@oncfs.gouv.fr

ou

Pascale MENARD, Responsable de la cellule administrative, par téléphone au 02.51.25.07.82 ou par courriel à pascale.menard@oncfs.gouv.fr

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 07 juillet 2017,** terme de rigueur -, selon les cas :

- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet.

ou

- en **externe,** par lettre de motivation, (avec curriculum vitae détaillé et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnes de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr

Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage - Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

ONCFS **15/06/2017**
Avis n° 17-48-DG

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, A POURVOIR A COMPTER du 18 juillet 2017

A pourvoir par voie de mutation interne ou en position normale d'activité

Catégorie :	Catégorie A
Fonction :	Chargé(e) de communication (F/H)
Affectation :	Direction générale – Mission communication
Résidence administrative :	Paris 17ème

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

Il apporte à l'état son concours pour l'évaluation de la faune sauvage et pour le suivi de sa gestion, ainsi que sa capacité d'expertise et son appui technique pour l'élaboration des orientations régionales et l'évaluation des documents de gestion de la faune sauvage et d'amélioration de la qualité de ses habitats.

Au sein de la Direction générale, la Mission communication est composée de 5 personnes : le Responsable du service, la Chargée de communication, la Webmaster, l'Assistante de communication, le Rédacteur en chef de la revue scientifique trimestrielle. Par ailleurs, les correspondants régionaux de communication (un par interrégion) relaient la stratégie globale de l'Office.

La Mission communication a pour rôle de renforcer la notoriété de l'ONCFS, valorise les acquis scientifiques et techniques ainsi que les actions conduites par les 1 650 agents.
Son activité s'articule autour de deux axes : gestions des publications et des productions multimédias, internet et intranet ; gestion de l'événementiel et relations presse.

Description de l'emploi

Sous l'autorité du Responsable de la Mission communication, le(la) Chargé(e) de communication a pour mission d'assurer le suivi de la stratégie de communication arrêtée chaque année par le Responsable de la Mission communication ; soit en direct, soit en lien avec les prestataires extérieurs retenus. Ceci à travers la gestion des publications, des actions de communication et l'organisation des événements de l'établissement.

ACTIVITES PRINCIPALES

Publications

- Assure le suivi de fabrication, de parution et de diffusion des publications (rapports d'activité et scientifique annuels, revue scientifique, lettre interne, dépliants et brochures).
- Supervise l'Assistante de communication du service dans la gestion du stock des publications et de leur ventilation dans les services concernés.

Communication interne et externe

- Contribue à la rédaction et à la relecture des publications et de la lettre interne.
- Rédige et diffuse les communiqués de presse de l'établissement.
- Appuie le responsable de la Mission communication dans l'élaboration du plan de communication et du budget qui lui est affecté.
- Participe à l'animation du réseau des correspondants régionaux de communication.

Evénementiel

- Prépare et participe aux manifestations destinées à accroître la notoriété de l'ONCFS (colloques, projections, points presse, salons, etc.) ou à mettre en valeur en interne, le travail des agents (événements liés à la vie de l'Etablissement).

Suivis budgétaire et administratif

CONDITIONS PARTICULIERES D'EXERCICE

Disponibilité liée aux événements et à l'actualité.
Une bonne culture scientifique et technique dans les domaines d'intervention de l'Etablissement serait appréciée.

Profil attendu

Connaissances	Connaissance du fonctionnement de l'établissement et de son contexte institutionnel. Techniques et outils de communication. Règles d'orthographe, de syntaxe et grammaire.
Savoir faire	Organiser et gérer des événements (colloques, salons, séminaires, …). Travailler en équipe et en réseau. Contrôler les prestataires.
Savoir-être	Rigueur. Sens de l'organisation. Réactivité.

Diplômes et expérience
Etre titulaire d'un diplôme de niveau I.
Une expérience similaire dans les domaines concernés par le présent poste sera appréciée.

Contacts et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste :
David GAILLARDON, Responsable de la Mission communication, par courriel à david.gaillardon@oncfs.gouv.fr

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 29 juin 2017,** terme de rigueur -, selon les cas :
- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet.
ou
- en **externe,** par lettre de motivation, (avec curriculum vitae détaillé et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnes de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr
Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage - Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

ONCFS **20/06/2017**
Avis n° 17-44-DRE

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, A POURVOIR A COMPTER du 1er Septembre 2017

A pourvoir par voie de mutation interne, en position normale d'activité, en contrat de détachement ou en contrat à durée indéterminée

Catégorie :	Catégorie A+
Fonction :	Chef(fe) de l'Unité Ongulés Sauvages (F/H)
Affectation :	Direction de la Recherche et de l'Expertise (DRE)
Résidence administrative :	A définir (sur les implantations de la DRE)

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr. L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

La Direction de la recherche et de l'expertise (DRE) est l'une des deux directions opérationnelles de l'ONCFS. Elle réalise les études, les recherches et les expérimentations concernant la conservation, la restauration et la gestion de la faune sauvage et de ses habitats. Elle organise les suivis patrimoniaux et le suivi sanitaire de la faune sauvage. Elle développe des outils de suivi de gestions des espèces de la faune sauvage et de ses habitats en s'appuyant notamment sur un réseau d'espaces protégés gérés et cogérés par l'ONCFS et sur des réseaux de territoires agricoles et forestiers intégrant des méthodes de gestion favorables à la faune sauvage et ses habitats, mis en place par les organisations professionnelles concernées. Elle coordonne toutes les initiatives et démarches techniques opérationnelles de la gestion des espèces et des habitats, conduites sur le terrain par les délégations interrégionales et leurs services départementaux.

La DRE, appuyée par une cellule administrative, est organisée principalement autour de cinq Unités thématiques chargées de mettre en œuvre un programme pluriannuel de recherche examiné par la commission technique du Conseil d'administration, validé par le Conseil scientifique et arrêté par le Directeur général. Des chargés de mission placés auprès du Directeur ou d'un Chef d'Unité assurent la coordination de missions thématiques ou animent des réseaux partenariaux de territoires protégés, agricoles ou forestiers en lien avec les délégations interrégionales. Une cellule d'appui méthodologique placée auprès du Directeur de la Recherche et de l'Expertise apporte aux Unités de la DRE et le cas échéant aux cellules techniques des Délégations inter régionales son appui à la conception de la collecte, à la bancarisation, à l'analyse et à la modélisation des données.

L'Unité Ongulés Sauvages, créée en 2017 dans le cade de la réorganisation de la DRE, est en charge des études sur le développement de la grande faune dans les espaces naturels de plaine et de montagne, soumis aux changements globaux – naturels et anthropiques, les conséquences de ce développement sur les activités humaines et la biodiversité et l'élaboration de méthodes pour pallier aux éventuels déséquilibres qui en résultent. Elle est structurée en deux équipes. L'équipe connaissances est en charge de la compréhension des mécanismes du fonctionnement des populations. L'équipe expertise-gestion est en charge de l'élaboration des outils et méthodes de gestion des espèces et des habitats pour garantir la pérennité des différentes composantes du système naturel et anthropisé, de l'appui technique pour la mise en place de solutions de gestion concrète aux services territoriaux de l'ONCFS, ministères, établissements publics, partenaires de la gestion locale, du secrétariat technique de la CNI et de l'animation du Réseau Ongulés Sauvages. Le transfert des connaissances acquises est assuré par des publications scientifiques et techniques, des formations, la participation à des colloques et séminaires.

L'unité Ongulés Sauvages pilote les programmes scientifiques de 11 réserves nationales de chasse et faune sauvage ou territoires expérimentaux gérés ou cogérés par l'établissement. Elle est composée de 25 agents permanents, dont 3 administratifs, 13 ingénieurs experts ou spécialistes, 8 techniciens et 1 ouvrier. Elle accueille aussi de 2 à 4 doctorants.

Description de l'emploi

Sous la direction du Directeur de la recherche et de l'expertise, le(la) Chef(fe) de l'Unité Ongulés Sauvages assure la direction de l'Unité, intégrant sa mise en place opérationnelle suivant le schéma général arrêté en juin 2017 par le Directeur général de l'ONCFS, sur proposition du Directeur de la recherche et de l'expertise. Il est responsable de la définition des programmes et de leur réalisation ainsi que de la gestion des budgets et moyens qui lui sont accordés. Il est assisté par deux Chefs d'équipe scientifiques et techniques, à qui il délègue largement la responsabilité de la conduite des programmes, et par les personnels administratifs pour la gestion administrative et financière de l'Unité.

ACTIVITES PRINCIPALES

Pilotage du programme scientifique et technique de l'Unité

- Participer à la définition de la politique globale et de la programmation des activités scientifiques de l'ONCFS.
- Proposer au Directeur de la recherche et l'expertise, le programme scientifique et technique opérationnel à court et moyen termes de l'Unité Ongulés Sauvages, en fonction des demandes des commanditaires institutionnels, des propositions d'auto saisine émanant de son propre service, et des moyens dont il dispose dans le respect des priorités arrêtées dans le Contrat d'Objectifs.
- Piloter le programme qui lui est confié en définissant les priorités, en évaluant leur conformité aux objectifs, aux textes réglementaires, aux besoins du terrain : animation, coordination, validation scientifique des travaux, respect des échéances, …
- Apporter expertise et conseils à son Directeur, aux différents services de l'établissement et aux partenaires institutionnels ou conventionnels.

Management des équipes

- Encadrer et diriger l'Unité, en assurant une gestion de proximité et en veillant à la mise en œuvre du dialogue social auprès des personnels placés sous son autorité :
  - encadrement des deux Chefs d'équipes placés sous son autorité (animation, conseil, appui, supervision, …) et management du service (répartition du travail, évaluation, …).
  - encadrement des personnels administratif de l'Unité.
- Evaluer et gérer les moyens humains (négociation des budgets, gestion et optimisation des crédits, matériels, …).
- Assurer la liaison avec les Délégués (inter)régionaux des implantations où sont affectés les personnels de son Unité pour la gestion des locaux.

Développement des relations externes et partenariats

- Entretenir la veille prospective sur les travaux d'étude similaires effectués dans d'autres institutions, en France ou à l'étranger.
- Créer et entretenir des partenariats scientifiques et techniques, participer à des appels d'offre, des appels à projets, etc.
- Représenter, dans son champ de compétences, le Directeur de la recherche et de l'expertise auprès des ministères de tutelle, des partenaires locaux, régionaux et nationaux, des établissements scientifiques partenaires, des instances européennes et internationales : contribuer à l'élaboration de positions de la tutelle, suivre les partenariats et les coopérations.

Valorisation des études et recherches et publication des résultats

- Superviser la publication des résultats des recherches et expérimentations, en articles scientifiques et de vulgarisation et en brochures et fiches techniques opérationnelles.
- Organiser la mise en valeur des résultats obtenus par les différents agents pouvant se traduire par des formations en interne et en externe.
- Organiser la rédaction d'articles ou de communications lors de colloques ou d'autres réunions.

CONDITIONS PARTICULIERES D'EXERCICE

Déplacements fréquents à l'extérieur, y compris à l'étranger.
Encadrement d'une équipe dispersée sur l'ensemble du territoire.

Profil attendu

Connaissances	Management public et gestion des ressources humaines. Méthodologies adaptées et reconnues par la communauté des experts, règles déontologiques encadrant l'activité d'études dans le domaine. Techniques de contractualisation et dispositifs de financement et de partenariats extérieurs. Politiques publiques (écologie, agronomie, agriculture, développement durable), contexte institutionnel (y compris au niveau européen) ; Dans ce cadre, une expérience antérieure assurant une légitimité pour son unité. Solides connaissances sur la faune sauvage, et notamment les ongulés et sur les outils et méthodes d'analyse de données.
Savoir faire	Animer une équipe d'ingénieurs et techniciens à compétences spécialisées et pluridisciplinaires, grâce à une solide expérience en management hiérarchique et transversal. Définir les priorités scientifiques et opérationnelles et réaliser les arbitrages en conséquence. Évaluer la qualité scientifique des travaux, en référence notamment aux travaux similaires effectués ailleurs. Être inséré dans les réseaux de partenaires effectuant des travaux similaires. Communiquer les résultats des études à différents publics (commanditaires, communauté scientifique, média…) Assurer l'interface entre la hiérarchie institutionnelle et les Chefs d'équipe pour négocier et reformuler de façon opérationnelle les demandes d'études, et élaborer le programme de travail et le plan de diffusion des résultats. Maîtrise orale et écrite de l'anglais.
Savoir-être	Qualités relationnelles. Aptitude à la prise de décisions. Sens de l'initiative, force de proposition. Rigueur.

Diplômes et expérience
Etre titulaire d'un doctorat ou d'un diplôme de niveau I (Bac +5) et d'une solide expérience en recherche appliquée.
Une expérience de management serait un plus.

Contacts et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste :
Guillaume ROUSSET, Directeur de la recherche et l'expertise, par téléphone au 01.30.46.60.34 ou par courriel à guillaume.rousset@oncfs.gouv.fr
ou
Nirmala SEON-MASSIN, Directrice adjointe de la recherche et l'expertise par téléphone au 01.30.46.60.46 ou par courriel à nirmala.seon-massin@oncfs.gouv.fr

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 28 Juillet 2017,** terme de rigueur -, selon les cas :
- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet.
ou
- en **externe,** par lettre de motivation, (avec curriculum vitae détaillé et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnes de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr
Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage - Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

ONCFS **20/06/2017**
Avis n° 17-46-DRE

AVIS D'EMPLOI SUSCEPTIBLE D'ETRE VACANT, A COMPTER du 1er Septembre 2017

A pourvoir par voie de mutation interne, en position normale d'activité, en contrat de détachement ou en contrat à durée indéterminée

Catégorie :	Catégorie A / A+
Fonction :	Chef(fe) d'équipe Expertise-Gestion des Ongulés Sauvages (F/H)
Affectation :	Unité Ongulés Sauvages - Direction de la Recherche et de l'Expertise (DRE)
Résidence administrative :	A définir (sur les implantations de la DRE)

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr. L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

La Direction de la recherche et de l'expertise (DRE) est l'une des deux directions opérationnelles de l'ONCFS. Elle réalise les études, les recherches et les expérimentations concernant la conservation, la restauration et la gestion de la faune sauvage et de ses habitats. Elle organise les suivis patrimoniaux et le suivi sanitaire de la faune sauvage. Elle développe des outils de suivi de gestions des espèces de la faune sauvage et de ses habitats en s'appuyant notamment sur un réseau d'espaces protégés gérés et cogérés par l'ONCFS et sur des réseaux de territoires agricoles et forestiers intégrant des méthodes de gestion favorables à la faune sauvage et ses habitats, mis en place par les organisations professionnelles concernées. Elle coordonne toutes les initiatives et démarches techniques opérationnelles de la gestion des espèces et des habitats, conduites sur le terrain par les délégations interrégionales et leurs services départementaux.

La DRE, appuyée par une cellule administrative, est organisée principalement autour de cinq Unités thématiques chargées de mettre en œuvre un programme pluriannuel de recherche examiné par la commission technique du Conseil d'administration, validé par le Conseil scientifique et arrêté par le Directeur général. Des chargés de mission placés auprès du Directeur ou d'un Chef d'Unité assurent la coordination de missions thématiques ou animent des réseaux partenariaux de territoires protégés, agricoles ou forestiers en lien avec les délégations interrégionales. Une cellule d'appui méthodologique placée auprès du Directeur de la Recherche et de l'Expertise apporte aux Unités de la DRE et le cas échéant aux cellules techniques des Délégations inter régionales son appui à la conception de la collecte, à la bancarisation, à l'analyse et à la modélisation des données.

L'Unité Ongulés Sauvages, créée en 2017 dans le cade de la réorganisation de la DRE, est en charge des études sur le développement de la grande faune dans les espaces naturels de plaine et de montagne, soumis aux changements globaux – naturels et anthropiques, les conséquences de ce développement sur les activités humaines et la biodiversité et l'élaboration de méthodes pour pallier aux éventuels déséquilibres qui en résultent. Elle est structurée en deux équipes. L'équipe connaissances est en charge de la compréhension des mécanismes du fonctionnement des populations. L'équipe expertise-gestion est en charge de l'élaboration des outils et méthodes de gestion des espèces et des habitats pour garantir la pérennité des différentes composantes du système naturel et anthropisé, de l'appui technique pour la mise en place de solutions de gestion concrète aux services territoriaux de l'ONCFS, ministères, établissements publics, partenaires de la gestion locale, du secrétariat technique de la CNI et de l'animation du Réseau Ongulés Sauvages. Le transfert des connaissances acquises est assuré par des publications scientifiques et techniques, des formations, la participation à des colloques et séminaires.

Description de l'emploi

Assiste le chef de l'Unité Ongulés Sauvages dans l'élaboration et la mise en œuvre des objectifs relatifs à la recherche de solutions pour la gestion durable des populations d'Ongulés Sauvages et de leurs habitats dans des environnements multifonctionnels. Est le responsable de l'équipe EXPERTISE-GESTION à l'égard du chef d'Unité. Conduit et coordonne les actions, y compris son propre programme, selon une démarche scientifique pour favoriser le développement harmonieux des populations d'ongulés sauvages et de leurs habitats dans le cadre des changements globaux actuels et prévisibles. Anime les collaborations avec les DR et leurs cellules techniques pour identifier les besoins techniques prioritaires et proposer et le cas échéant, mettre en œuvre les actions pour y répondre. Travaille en synergie forte avec le référent de l'équipe CONNAISSANCES de l'Unité Ongulés Sauvages.

ACTIVITES PRINCIPALES

Programmation générale des travaux

- Suivre, avec le chef de l'équipe CONNAISSANCES, l'évolution des enjeux et les besoins présents et futurs des gestionnaires et plus généralement de la société.
- Proposer au chef d'Unité, les axes prioritaires de travail à conduire à court terme (durée du CO) et à moyen terme, pour mettre au point et développer les méthodes et protocoles de gestion des populations et des habitats et répondre aux sollicitations des ministères et administrations, des services territoriaux de l'établissement et plus largement de tous les partenaires.
- Proposer les collaborations scientifiques nécessaires à la mise en œuvre du programme, tenant compte des moyens propres de son équipe.
- Recherche des financements extérieurs, identifie les appels d'offre pertinents et organise les réponses avec les partenaires.

Animation et coordination scientifique et technique

- Cordonner les différents programmes conduits dans l'équipe en favorisant les échanges et synergies entre les différents experts et spécialistes.
- Déléguer en tant que de besoin, la mise en œuvre à ses collaborateurs.
- Assurer la gestion opérationnelle des territoires multi-programmes et déléguer le cas échéant, à ses collaborateurs, l'encadrement opérationnel et hiérarchiques de techniciens et ouvriers qui y sont affectés.
- Encadrer l'activité de la Chargée de mission « équilibre agro-sylvo-cynégétique » pour ses trois thèmes de travail – CNI, Sylvafaune et expertise.
- Suivre les travaux du Réseau Ongulés Sauvages.

Management de l'équipe

- Encadrer et diriger l'équipe, en assurant une gestion de proximité et en veillant à la mise en œuvre du dialogue social auprès des personnels placés sous son autorité.
- Gérer les moyens humains et financiers engagés dans les projets d'étude et de recherche de son équipe et le cas échéant des services territoriaux impliqués dans les programmes de recherche, en lien avec les délégués concernés.
- Préparer, avec les personnels administratifs de l'Unité, les budgets nécessaires à la conduite des programmes d'étude et la gestion des territoires et en suivre la bonne utilisation.
- Suivre, sur le plan scientifique et technique, les conventions passées avec les partenaires, en relation avec les services administratifs de l'Unité.
- Assister le Chef d'Unité dans l'évaluation annuelle des ingénieurs-experts et ingénieurs-spécialistes de l'équipe et des techniciens au cours de la première année de son mandat. Réaliser par la suite les évaluations annuelles des ingénieurs de l'équipe.

Supervision des études et mise en œuvre de projets

- Conduire, réaliser et suivre des expérimentations, protocoles, démarches, tests, essais dans le cadre de son propre programme d'étude.
- Analyser des données en utilisant des méthodes appropriées (statistiques en particulier), exploiter et interpréter les résultats.
- Encadrer et évaluer des stagiaires et des doctorants.

Valorisation des études et recherches et publication des résultats

- Rédiger des articles en vue de publications originales dans des revues scientifiques et techniques.
- Rédiger les notes et brochures techniques de vulgarisation des outils et protocoles de gestion.
- Restituer les résultats sous des formes diverses et mettre en valeur ceux-ci auprès de la communauté des experts et des médias, communiquer lors de colloques, congrès, etc.

Expertise, évaluation scientifique

- Apporter l'expertise et l'appui technique et scientifique de son équipe auprès des services territoriaux de l'ONCFS et des partenaires pour l'élaboration de solutions concrètes de gestion, en associant les cas échéant les agents de l'équipe CONNAISSANCES.
- Réaliser des expertises scientifiques et techniques à la demande des ministères ou leurs services déconcentrés et structures nationales.
- Participer / animer des opérations expérimentales de gestion pilotées par le structures territoriales de l'établissement.
- Animer le Réseau de référents régionaux « Ongulés Sauvages de l'établissement ».
- Organiser des actions de formation pour un transfert des connaissances et méthodes.

Représentation de l'établissement dans diverses instances

CONDITIONS PARTICULIERES D'EXERCICE

Déplacements fréquents à l'extérieur, y compris à l'étranger.
Contact avec des partenaires très différents, souvent peu intéressés a priori par la démarche scientifique.
Encadrement d'une équipe dispersée sur l'ensemble du territoire.

Profil attendu

Connaissances	Management et gestion des ressources humaines dans le souci de faire vivre une équipe. Méthodologies adaptées et reconnues par la communauté des experts, règles déontologiques encadrant l'activité d'études dans le domaine. Solides connaissances sur la faune sauvage, et notamment les ongulés et sur les outils et méthodes d'analyse de données. Connaissance des structures nationales œuvrant dans le domaine et des modes de réflexion et d'action des responsables de la gestion Techniques de contractualisation et dispositifs de financement et de partenariats extérieurs.
Savoir faire	Animer une équipe d'ingénieurs et techniciens à compétences spécialisées et pluridisciplinaires. Définir les priorités opérationnelles et réaliser les arbitrages en conséquence dans un objectif d'efficacité immédiate. Évaluer la qualité scientifique des travaux, en référence notamment aux travaux similaires effectués ailleurs. Être à l'écoute des questions des instances nationales, des services territoriaux de l'établissement et des partenaires et plus généralement des demandes sociétales. Mettre en place et pérenniser des partenariats scientifiques, y compris pour rechercher des financements extérieurs. Rédiger des publications scientifiques, de vulgarisation et des fiches techniques. Communiquer les résultats des études à différents publics (commanditaires, communauté scientifique, média…). Capacité de dialogue avec des partenaires disposant de connaissances écologiques et techniques très diverses. Capacité à présenter les résultats techniques devant des auditoires divers. Maîtrise orale et écrite de l'anglais. Ecrire pour être lu par un plus grand nombre.
Savoir-être	Force de conviction. Qualités relationnelles, sens de l'écoute et du dialogue. Rigueur et réactivité. Sens de l'organisation.

Diplômes et expérience

Etre titulaire d'un doctorat ou d'un diplôme de niveau I (Bac +5) et avoir réalisé des expertises et participé au pilotage d'actions de gestion concrète.
Une expérience de management d'une équipe scientifique serait un plus.

Contacts et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste :
François KLEIN, Chef de l'Unité Cervidés Sanglier, Direction de la recherche et de l'expertise, par courriel à francois.klein@oncfs.gouv.fr
ou
Daniel MAILLARD, Chef de l'Unité Faune de Montagne, Direction de la recherche et de l'expertise par courriel à daniel.maillard@oncfs.gouv.fr

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 28 Juillet 2017,** terme de rigueur -, selon les cas :
- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet.
ou
- en **externe,** par lettre de motivation, (avec curriculum vitae détaillé et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnes de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr
Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage - Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

ONCFS **20/06/2017**
Avis n° 17-45-DRE

AVIS D'EMPLOI SUSCEPTIBLE D'ETRE VACANT, A COMPTER du 1er Septembre 2017

A pourvoir par voie de mutation interne, en position normale d'activité, en contrat de détachement ou en contrat à durée indéterminée

Catégorie :	Catégorie A / A+
Fonction :	Chef(fe) d'équipe Connaissances des Ongulés Sauvages (F/H)
Affectation :	Unité Ongulés Sauvages - Direction de la Recherche et de l'Expertise (DRE)
Résidence administrative :	A définir (sur les implantations de la DRE)

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr. L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

La Direction de la recherche et de l'expertise (DRE) est l'une des deux directions opérationnelles de l'ONCFS. Elle réalise les études, les recherches et les expérimentations concernant la conservation, la restauration et la gestion de la faune sauvage et de ses habitats. Elle organise les suivis patrimoniaux et le suivi sanitaire de la faune sauvage. Elle développe des outils de suivi de gestions des espèces de la faune sauvage et de ses habitats en s'appuyant notamment sur un réseau d'espaces protégés gérés et cogérés par l'ONCFS et sur des réseaux de territoires agricoles et forestiers intégrant des méthodes de gestion favorables à la faune sauvage et ses habitats, mis en place par les organisations professionnelles concernées. Elle coordonne toutes les initiatives et démarches techniques opérationnelles de la gestion des espèces et des habitats, conduites sur le terrain par les délégations interrégionales et leurs services départementaux.

La DRE, appuyée par une cellule administrative, est organisée principalement autour de cinq Unités thématiques chargées de mettre en œuvre un programme pluriannuel de recherche examiné par la commission technique du Conseil d'administration, validé par le Conseil scientifique et arrêté par le Directeur général. Des chargés de mission placés auprès du Directeur ou d'un Chef d'Unité assurent la coordination de missions thématiques ou animent des réseaux partenariaux de territoires protégés, agricoles ou forestiers en lien avec les délégations interrégionales. Une cellule d'appui méthodologique placée auprès du Directeur de la Recherche et de l'Expertise apporte aux Unités de la DRE et le cas échéant aux cellules techniques des Délégations inter régionales son appui à la conception de la collecte, à la bancarisation, à l'analyse et à la modélisation des données.

L'Unité Ongulés Sauvages, créée en 2017 dans le cade de la réorganisation de la DRE, est en charge des études sur le développement de la grande faune dans les espaces naturels de plaine et de montagne, soumis aux changements globaux – naturels et anthropiques, les conséquences de ce développement sur les activités humaines et la biodiversité et l'élaboration de méthodes pour pallier aux éventuels déséquilibres qui en résultent. Elle est structurée en deux équipes. L'équipe connaissances est en charge de la compréhension des mécanismes du fonctionnement des populations. L'équipe expertise-gestion est en charge de l'élaboration des outils et méthodes de gestion des espèces et des habitats pour garantir la pérennité des différentes composantes du système naturel et anthropisé, de l'appui technique pour la mise en place de solutions de gestion concrète aux services territoriaux de l'ONCFS, ministères, établissements publics, partenaires de la gestion locale, du secrétariat technique de la CNI et de l'animation du Réseau Ongulés Sauvages. Le transfert des connaissances acquises est assuré par des publications scientifiques et techniques, des formations, la participation à des colloques et séminaires.

Description de l'emploi

Assiste le chef de l'Unité Ongulés Sauvages dans l'élaboration et la mise en œuvre des objectifs relatifs à l'étude de l'écologie – fonctionnement spatial et numérique – des populations d'Ongulés Sauvages. Est le responsable de l'équipe CONNAISSANCES à l'égard du chef d'Unité. Conduit et coordonne les programmes d'étude et de recherche, y compris son propre programme, selon une démarche scientifique pour documenter les questions relatives aux objectifs prioritaires arrêtés par le Contrat d'objectifs de l'ONCFS. Anime les collaborations avec les ingénieurs et chargés de mission de la DRE et les Cellules techniques des DR dans la conduite des études. Travaille en synergie forte avec le référent de l'équipe EXPERTISE-GESTION de l'Unité Ongulés Sauvages.

ACTIVITES PRINCIPALES

Programmation générale des travaux

- Suivre, avec le chef de l'équipe EXPERTISE-GESTION, l'évolution des enjeux et les besoins présents et futurs des gestionnaires et plus généralement de la société.
- Proposer au Chef d'Unité les axes prioritaires de recherche et expérimentation à conduire à court terme (durée du CO) et à moyen terme, tenant compte des connaissances disponibles et des changements globaux, pour améliorer les connaissances disponibles sur les sujets traités et répondre plus particulièrement aux besoins de l'équipe EXPERTISE-GESTION.
- Proposer les collaborations scientifiques nécessaires à la mise en œuvre du programme, tenant compte des moyens propres de son équipe.
- Recherche des financements extérieurs, suivre les conventions passées avec les partenaires.

Animation et coordination scientifique et technique

- Cordonner les différents programmes conduits dans l'équipe en favorisant les échanges et synergies entre les différents experts.
- Déléguer en tant que de besoin, la mise en œuvre de ces projets par ses collaborateurs et l'encadrement fonctionnel scientifique des techniciens affectés aux territoires d'étude pour les activités qui le concernent.

Management de l'équipe

- Encadrer et diriger l'équipe, en assurant une gestion de proximité et en veillant à la mise en œuvre du dialogue social auprès des personnels placés sous son autorité.
- Gérer les moyens humains engagés dans les projets d'étude et de recherche de son équipe et le cas échéant des services territoriaux impliqués dans les programmes de recherche, en lien avec les délégués concernés.
- Préparer, avec les personnels administratifs de l'Unité, les budgets nécessaires à la conduite des programmes d'étude et en suivre la bonne utilisation.
- Suivre, sur le plan scientifique et technique, les conventions passées avec les partenaires, en relation avec les services administratifs de l'Unité qui assurent la gestion administrative et financière.
- Assister le Chef d'Unité dans l'évaluation annuelle des ingénieurs-experts et ingénieurs-spécialistes de l'équipe et des techniciens au cours de la première année de son mandat. Réaliser par la suite les évaluations annuelles.

Supervision des études et mise en œuvre de projets

- Conduire, réaliser et suivre des expérimentations, protocoles, démarches, tests, essais dans le cadre de son propre programme d'étude.
- Analyser des données en utilisant des méthodes appropriées (statistiques en particulier), exploiter et interpréter les résultats.
- Encadrer et évaluer des stagiaires et des doctorants.

Valorisation des études et recherches et publication des résultats

- Rédiger des articles en vue de publications originales dans des revues scientifiques et techniques.
- Restituer les résultats sous des formes diverses et mettre en valeur ceux-ci auprès de la communauté des experts et des médias, communiquer lors de colloques, congrès, etc.

Expertise, évaluation scientifique

- Réaliser des expertises scientifiques de portée nationale ou internationale.
- Participer à des instances d'évaluation et de recherche.

Représentation de l'établissement dans diverses instances

CONDITIONS PARTICULIERES D'EXERCICE

Déplacements fréquents à l'extérieur, y compris à l'étranger.
Encadrement d'une équipe dispersée sur l'ensemble du territoire.

Profil attendu

Connaissances	Management et gestion des ressources humaines. Méthodologies adaptées et reconnues par la communauté des experts, règles déontologiques encadrant l'activité d'études dans le domaine. Solides connaissances sur la faune sauvage, et notamment les ongulés et sur les outils et méthodes d'analyse de données. Connaissance des programmes essentiels des équipes de recherche nationales et internationales et des partenariats internationaux. Techniques de contractualisation et dispositifs de financement et de partenariats extérieurs.
Savoir faire	Animer une équipe d'ingénieurs et techniciens à compétences spécialisées et pluridisciplinaires. Définir les priorités scientifiques et opérationnelles et réaliser les arbitrages en conséquence. Évaluer la qualité scientifique des travaux, en référence notamment aux travaux similaires effectués ailleurs. Être inséré dans les réseaux de partenaires effectuant des travaux similaires. Mettre en place et pérenniser des partenariats scientifiques, y compris pour rechercher des financements extérieurs. Rédiger des publications scientifiques et de vulgarisation. Communiquer les résultats des études à différents publics (commanditaires, communauté scientifique, média…) Maîtrise orale et écrite de l'anglais. Capacité à présenter les résultats devant des auditoires divers.
Savoir-être	Force de conviction. Qualités relationnelles, sens de l'écoute et du dialogue. Rigueur et Réactivité. Sens de l'organisation.

Diplômes et expérience
Etre titulaire d'un doctorat ou d'un diplôme de niveau I (Bac +5) et d'une solide expérience en recherche appliquée.
Avoir publié dans des revues scientifiques internationales.
Une expérience de management serait un plus.

Contacts et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste :
François KLEIN, Chef de l'Unité Cervidés Sanglier, Direction de la recherche et de l'expertise, par courriel à francois.klein@oncfs.gouv.fr
ou
Daniel MAILLARD, Chef de l'Unité Faune de Montagne, Direction de la recherche et de l'expertise par courriel à daniel.maillard@oncfs.gouv.fr

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 28 Juillet 2017,** terme de rigueur -, selon les cas :
- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet.
ou
- en **externe,** par lettre de motivation, (avec curriculum vitae détaillé et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnes de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr
Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage - Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Secrétariat Général / Service Systèmes d'information

Chef(fe) du service des systèmes d'information

N° du poste : 170601	**Catégorie : A/A+**
Cotation parcours professionnel : 3 *en cours de validation*	**Groupe RIFSEEP** : 1 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** Montreuil (93)

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche. Ses missions consistent principalement à éclairer les acteurs économiques de ces filières (veille économique, suivi de marchés), à contribuer à leur orientation (plans stratégiques, dialogue interprofessionnel, organisation), à accompagner leurs projets économiques (mesures communautaires et nationales, investissements d'avenir, mesures de crise conjoncturelle,..). Au sein de l'établissement, le service des systèmes d'information, rattaché au Secrétariat général est chargé de l'ensemble des travaux de maitrise d'œuvre informatique dans les domaines de la production, des études et des développements informatiques. Il est composé de 3 unités : - l'unité « Infrastructure et Production » et deux unités « études et développements » - l'unité « système d'information gestion des aides » - l'unité « services communs et systèmes d'information pour l'appui aux filières et l'information économique. Le service comprend également deux fonctions rattachées au chef de service : - la fonction d'urbaniste, - la fonction d'architecte.
Objectifs du poste	Organisation et pilotage du service des systèmes d'information et de ses activités.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Contribuer à la définition des orientations stratégiques en matière de systèmes d'information et à la formalisation des éléments de décision pour arbitrage dans le cadre de la gouvernance des SI. Définir et piloter les actions nécessaires à la mise en œuvre des orientations fixées par le comité de gouvernance des SI. Concevoir une organisation optimale des systèmes et flux d'information de l'établissement. Veiller au maintien de la conformité à la norme ISO/CEI 27001 des points de la norme sous sa responsabilité. Assurer l'organisation, l'animation et l'encadrement du service. Superviser les activités du service pour garantir le bon fonctionnement, la continuité de service, la pérennité et la sécurité des systèmes d'information. Assurer la circulation de l'information descendante et ascendante avec la DG et au sein du service. Suivre les relations avec les prestataires et contrôler l'efficacité des réalisations et des prestations des sous-traitants. Dimensionner les ressources nécessaires à la réalisation des missions, proposer le budget du service et suivre son exécution.

Champ relationnel du poste	Membres du CODIR, Chefs de services et d'unité, directeurs commerciaux et techniques des fournisseurs.	
Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	Bonne connaissance générale des métiers et des techniques de l'informatique. Bonne connaissance des normes de sécurité informatique. Connaissance des métiers et des procédures de l'établissement. Connaissance générale des règles des achats publics. Bonne connaissance de la gestion budgétaire.	Eclairer et conseiller les dirigeants dans leurs prises de décision. Appliquer et faire appliquer les orientations arrêtées par la direction. Prendre des décisions et exercer son autorité. Organiser et animer une communauté de travail. Faire adhérer à un projet. Gérer ses tâches avec rigueur, fiabilité, autonomie.
Personnes à contacter	Isabelle CENZATO – Secrétaire Générale – Tél. : 01.73.30.20.46 XX isabelle.cenzato@franceagrimer.fr Dany GAIGNIOT - cheffe de l'unité développement des RH – Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : vendredi 7 juillet 2017